

Jean-Paul Damaggio

Luttes des salariés du Gers et du Tarn-et-Garonne en Mai 68

Collection histoire

ISBN : 978 2- 917154 – 20 – 5 Editions La Brochure 82210 Angeville

Sommaire

Introduction,

Le rôle de la « jeunesse »,

La décision des cheminots suivie par celle des autres services publics

L'entrée en lutte des petites entreprises du privé

La place des paysans

La place des partis politiques

Deux 30 mai différents : Auch et Montauban

Conclusion

Introduction

Les luttes sociales sont toujours effacées par la parole « globale », celle des dirigeants, des commentateurs, des médiatiques en tout genre. Phénomène encore plus vrai pour les événements de 68 qui se produisent au moment du développement du marketing.

Or, les luttes sociales sont le contraire de la parole individuelle, individualisée, individualiste. Elles sont l'œuvre du peuple se rendant visible par mille petites choses communes, comme manifs, grèves, occupations, un peuple qui hésite à témoigner car il craint, par son propos, de donner l'impression qu'il s'approprie une histoire commune.

En prenant le cas de deux départements ruraux éloignés de la rumeur médiatique et parisienne, je ne prétends pas retrouver une authenticité de la lutte sociale, mais je propose un recul qui peut contribuer à faire émerger les questions de fond, un recul à partir de faits et sans prétendre ici au moindre effort théorique d'analyse. Ces quelques lignes sont seulement un canevas et uniquement sur les luttes des salariés, où chacun peut sincèrement se retrouver pour ensuite témoigner, l'individu devenant ainsi présent en lien avec le collectif.

Les luttes en faveur de l'IVG (interruption volontaire de grossesse) sauront unifier la parole individuelle du (de la) simple citoyen-ne (le témoignage), la parole collective du MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception) et l'intervention de personnes médiatiques (une pétition célèbre).

Mais en 68, et sur les questions touchant les salariés, l'intervention individuelle du (de la) citoyen-ne sera souvent dévoyée par la parole officielle. En prenant les faits dans deux départements ruraux, j'espère donc apporter un éclairage qui libèrera le souvenir pour que, loin des clichés, chacun puisse dire, dans un livre futur, ce qu'il a vécu au fond de lui-même. En ce qui me concerne (j'avais 17 ans) j'ai définitivement appris que chaque journée vécue était un grand jour, une date historique, un basculement, une œuvre en marche. Ce fait n'entrera jamais dans les « acquis » de 68, mais comme d'autres menues leçons des événements, il marquera une vie. Certains retiendront par exemple que 68 ne fut qu'un mythe qu'il faudrait enterrer et non célébrer, comme le veut l'ambiance du quarantième anniversaire.

Le rôle de la « jeunesse »

Le premier fait marquant, même localement à Auch comme à Montauban, c'est le rôle de la «jeunesse». Pourtant les lycéens d'Auch n'entreront dans la lutte que quinze jours après ceux de Montauban. Il s'agit de deux villes non universitaires donc il y a peu d'étudiants (le plus souvent des pions) et la «jeunesse», ce sont donc les lycéens. Je mets des guillemets car cette jeunesse, la plus visible, fait donc oublier l'autre, la jeunesse ouvrière et paysanne qui n'a pas la possibilité d'apparaître en tant que telle dans les manifs. Dans le premier document de la page 8, nous pouvons lire un texte d'André Fontanier, un Tarn-et-Garonnais originaire du Gers qui est quatre fois acteur des événements : en tant que parent d'élèves (président départemental de la fédération Cornec), en tant que syndicaliste (CGT), mais aussi en tant qu'enseignant (institut) et enfin en tant que militant politique (PCF). Son article sur « la jeunesse et la CGT » veut rappeler, le 25 mai, les conditions de vie faites à la jeunesse ouvrière (celle des campagnes est totalement oubliée).

L'immense manifestation du 13 mai, écho inévitable du 13 mai 1958, fut le point de départ des luttes des salariés, aussi bien dans le Gers que dans le TetG, mais c'était d'abord un hommage général à la jeunesse lycéenne et étudiante, un hommage que l'on pouvait lire dans les motions votées, un hommage cependant réécrit en langage syndical classique. Peut-être ce décalage offre-t-il tout un pan de l'histoire de mai 68 ? Une jeunesse à l'origine du mouvement mais une origine que la tradition syndicale voudrait contrôler ?

Voici la motion montalbanaise suite au 13 mai :

Motion du 13 mai 1968

« Les manifestants, réunis à l'appel de l'U.N.E.F., la F.E.N. et ses syndicats, la Fédération départementale des conseils de parents d'élèves, la C.G.T., la C.F.D.T. se déclarent solidaires des revendications des étudiants et des inquiétudes des lycéens.

- Demandent que des mesures d'apaisement soient prises immédiatement en ce qui concerne la libération immédiate des personnes emprisonnées et leur amnistie ;
- Le retrait des forces de police des quartiers universitaires ;
- Le rétablissement normal des cours ;
- L'instauration d'un véritable dialogue sur les problèmes fondamentaux des structures de l'enseignement et des rapports entre le pouvoir, les enseignants et les enseignés ;
- La mise en place d'une Université moderne favorisant la promotion sociale et adaptée aux besoins de l'homme et de la nation.

- Une société dans laquelle, tous les travailleurs puissent trouver des possibilités de promotion, des emplois en nombre suffisant, un travail assuré, correspondant aux aptitudes de chacun ».

On remarque l'écart entre le mot « revendication » pour les étudiants et le mot « inquiétude » pour les lycéens qui, de fait, ne sont pas inclus à part entière dans la lutte.

Ceci étant, il faut attendre les dernières lignes pour voir venir les revendications des salariés. Nous sommes pourtant déjà le 13 mai, une semaine de plus sera nécessaire pour que les motions inversent l'ordre du discours, en plaçant d'abord les revendications syndicales puis en dernière ligne celles de l'Education nationale, avec, chez certains, le souci d'effacer cette première phase du mouvement, pour redonner à la classe ouvrière ses lettres de noblesse.

En ce lundi 13 mai voici les orateurs qui interviennent : Monsieur Mariet pour la FEN, Monsieur Ocio pour les étudiants, Monsieur Scriber pour la CFDT, Monsieur Lafabrie pour la CGT (présidence de M. Ligou).

Dans le Gers, avant cette date du 13 mai rien ne s'est produit. C'est donc l'appel des syndicats à la grève générale pour ce jour-là qui provoque la première secousse. Est-ce à dire que le rôle de la jeunesse est oublié ? Pas du tout et c'est le responsable de la FEN, M. Sébastien qui, dans le discours du 13 mai, saura le mieux en rendre compte : **« C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à température normale »**. La température normale c'est bien sûr celle de la lutte et l'appel des syndicats du Gers recoupe celui du TetG :

« Les événements graves dont l'université est le théâtre ont créé une vive émotion dans l'opinion publique. La répression policière contre les étudiants et les enseignants provoque l'indignation des travailleurs contre le régime ». Ensuite l'appel reprend les revendications classiques qu'il appelle « exigences fondamentales » : « réforme de l'enseignement, le plein emploi », mais en ajoute une plus cruciale : « transformer le système économique par et pour le peuple ».

Les signataires sont : pour la CGT Camille Lasserre et Albert Durand, pour la CFDT Jean Lacave et André Meynent, pour la FEN Michel Sébastien, Jean Claude Paulhet SNES, Robert Dubourideu SNAEEN, Jean Rozes SNI, et pour le syndicat du cadastre Jacques Lacoste

L'appel pour la manif du 13 mai sera fortement relayé dans la presse les 11, 12 et 13 mai avec des textes des Jeunesses communistes, du PS et du PCF.

Tous les textes font référence à la fermeture de Nanterre et de la Sorbonne pour mobiliser les manifestants et les grévistes. Car ne l'oublions pas cette journée fut celle d'une grève dite générale mais pour un jour. Elle est cependant peu suivie.

La Dépêche indique : « Grève en TetG : enseignement 90% ; enseignement technique 80% ; PTT 21% ; Tabac 25% ; Cimenterie Lexos 100% ; EDF 100%. De nombreux établissements industriels avaient fermés leur porte à l'exception de Cégédur et de la Targa. »

Pour le Gers on a un peu les mêmes résultats avec cependant en plus les grèves chez les Communaux d'Auch à 58%.

Les pancartes à Auch comme à Montauban reprendront les slogans suivants : « De Gaulle démission » « Debré du boulot » « Fouchet assassin » « Rénovation de l'enseignement ».

Si l'originalité du Tarn-et-Garonne tient à l'engagement précoce des étudiants (une imposante manif le 10 mai) dont nous verrons à la partie « politique » les conséquences importantes sur les interventions à la tribune du 13 mai, celle du Gers tient à la présence à la tribune du responsable de la FDSEA « qui a stigmatisé les mesures de répression policière inadmissibles dans un régime démocratique ». Il s'agit de Maurice Sembres qui sera aux côtés de Jean Lacave CFDT, Lasserre CGT, Sébastien FEN, Rozes SNI, Lacoste Cadastre.

La motion indique :

« A l'appel des organisations syndicales les participants à la manif du lundi 13 mai réunis à la Bourse du Travail à Auch se déclarent solidaires des étudiants et des enseignants victimes de la répression policière sauvage et injustifiée.

Avec les étudiants ils dénoncent :

- L'inadaptation de l'université au monde moderne ;
- L'insuffisance des moyens mis à la disposition de l'éducation nationale ;
- La stagnation économique provoquant le chômage toujours plus important et l'absence de débouchés pour les jeunes ;
- Les structures d'un système économique générateur d'injustices sociales.

Avec les étudiants, ils constatent que seule l'action directe a obligé le pouvoir à prendre conscience des problèmes traités jusque là avec le mépris le plus complet.

Avec les étudiants, ils sont prêts à continuer leur action pour une transformation des structures sociales actuelles ».

La référence à « l'action directe » et « aux structures » donne une tonalité plus à gauche que l'appel du Tarn-et-Garonne. Dans les deux cas, la manifestation a rassemblé un millier de personnes sauf qu'à Montauban nous étions très loin des 3000 lycéens dans la rue le 10 mai. Cette manif fut comme un coup de tonnerre car pour la première fois les lycéens occupaient la rue et ils le firent, toute une journée, dans le plus grand calme et avec sérieux. La manifestation était partie du Lycée Ingres, le lycée de garçons pour sa dernière année. Il avait réussi à entraîner dans la lutte le Lycée des filles (Michelet) et le Lycée technique. D'où cette masse de jeunes présente d'abord sous le parapluie Ligou et ensuite, par un sit-in, devant la

préfecture. La ville ne retrouvera pas une foule aussi dense car ensuite les demi-pensionnaires resteront chez eux, comme les pensionnaires, et la foule lycéenne sera réduite. C'est le 21 mai que ceux d'Auch entreront dans l'action, un « retard » qui sera compensé par une action plus dure, avec occupation du Lycée de garçons, nombreuses manifestations et deux soirées mémorables au Théâtre, une pour un débat entre lycéens, et une autre pour un débat avec des étudiants venus de Toulouse dont le journaliste dira qu'il a eu lieu « dans le plus grand calme même si ce ne fut pas très académique ».

En TetG il y aura aussi une manifestation des lycéens de Moissac puis de ceux de Castelsarrasin, ces derniers, avec les profs, proposeront une motion qu'il est bon de reprendre en entier :

« Les lycéens castelsarrasinois, aux environs de deux cents environ ont défilé mardi soir dans les rues de la Sous-préfecture, dans le calme le plus absolu. Ils étaient entourés de leurs maîtres et professeurs.

Une délégation devait se rendre à la Sous-préfecture où elle déposait la motion ci-après :

« Le personnel du lycée municipal mixte de Castelsarrasin réuni en assemblée générale le 21 mai 1968 demande la création massive de postes budgétaires d'enseignants et de surveillants, seule mesure permettant :

- L'abaissement de l'effectif des classes à 25 élèves et application d'une pédagogie renouvelée et efficace ;
- L'abaissement des maxima de service des personnels d'enseignement et de surveillance et la titularisation des personnels auxiliaires.

Il s'élève vigoureusement contre la réforme gouvernementale de l'orientation, fondée sur la ventilation autoritaire des élèves suivant les impératifs du plan, et demande que soient réunies les conditions d'une véritable orientation tenant compte prioritairement des aptitudes et des intérêts des élèves, notamment :

- Développement massif de tous les enseignements techniques s'accompagnant de débouchés organiques dans l'enseignement supérieur ;
- Développement à tous les niveaux de services d'informations scolaires dotés de moyens de fonctionner valablement.
- Demande que la formation théorique et pédagogique des maîtres du second degré ne soit en aucun cas inférieure à quatre ans et qu'elle soit assortie, tout au long de la vie professionnelle d'une possibilité de formation permanente.
- Demande qu'à l'actuelle administration directoriale des établissements soit substituée une administration collégiale à pouvoir délibératif fondée sur une gestion à base paritaire tripartite pour le conseil intérieur (personnel d'administration, personnels d'enseignement et de surveillance, élèves et parents d'élèves) et quadripartite pour le conseil

d'administration (adjonction de personnalités extérieures à l'établissement dans une proportion ne pouvant excéder le quart de l'effectif total du conseil d'administration).

- Demande que soient donnés aux élèves du second cycle les moyens (locaux, presse) de s'informer et de débattre de problèmes politiques, économiques et sociaux;
- Demande que dans l'esprit des mesures précitées, l'âge de la majorité électorale soit abaissé à 18 ans ».

C'est donc le 22 mai que les élèves occupent le Lycée de garçons à Auch. Ils demandent l'accélération de la construction du nouveau lycée avec tous les équipements socio-culturels requis et promis depuis longtemps. Le lendemain nouvelle manifestation devant l'inspection académique. Le 26 mai les lycéens sont encore dans la rue, mais à Mirande « ils ont préféré la discussion constructive à la manifestation de masse » indique la presse. Le lendemain c'est le Théâtre archicomble avec le débat public entre lycéens en grève. Il y a eu mille manifestants venus de Lectoure, Lombez, Samatan. C'est le résultat d'une organisation académique qui n'a pas eu lieu en TetG. Des pancartes dans les manifs de jeunes : « Notre avenir ??? » « Réformez l'enseignement agricole ».

Le 29 mai c'est donc la nouvelle réunion au Théâtre avec des étudiants de Toulouse.

La décision des cheminots suivie par celle des autres services publics

Pour le Gers, le 3 mai 1968, il y avait eu le congrès départemental de la CGT à la Bourse du travail. Les revendications étaient les suivantes : la moyenne des salaires étant de 43 000 anciens francs (1 F = 100 anciens francs) pour une semaine supérieure à 40 heures, il fallait passer à un minimum de 60 000 F, d'autant qu'il fallait combattre l'inflation. La défense de la Sécurité sociale sera à l'ordre du jour avec la demande d'abrogation des ordonnances. Sur le plan politique le congrès demande la fin de la guerre du Vietnam.

La militante **Louissette Blanchard** était présente. Peut-être est-ce elle qui fit inclure une revendication que je n'ai jamais retrouvé ensuite dans les textes syndicaux des deux départements : suppression de la discrimination entre travailleurs (immigrés, jeunes, femmes). Cette militante s'est beaucoup battue pour la défense des droits des femmes dans un mouvement syndical fondamentalement masculin, pour ne pas dire macho !

La CGT c'est d'abord à ce moment-là les cheminots. Le 18 mai, à Montauban comme à Auch, l'entrée dans la grève illimitée des cheminots (à Toulouse c'était la veille) change la nature de la lutte. Un millier de personnes sont bloquées à Grisolles et transportées par bus jusqu'à leur destination. Le train 1037 est arrêté à Caussade. Cette grève est suivie par celle

de l'EDF, des PTT et des écoles à partir de la date cruciale du 20 mai. Les enseignants du Gers, réunis le 19 mai hésitent avant d'entrer dans la grève illimitée mais c'est chose faite deux jours après.

Les cheminots en grève occupent en plus les installations ferroviaires. Leur lutte ne sera pas facile si bien qu'en TetG, fin mai la CGT publie ce communiqué :

« Déclaration des cheminots en grève

Ils saluent tous les travailleurs en grève; qui, par leur courage et leur abnégation ont contribué au succès du mouvement revendicatif et à la victoire finale. Ils affirment que, conscients de la place du chemin de fer dans l'économie, ils veulent en faire un grand moyen de transport au service de tous. Ils déclarent qu'on ne pourra sortir de l'incohérence actuelle que dans la mesure où le gouvernement aura le courage de définir une politique traduisant l'intérêt général et d'en tirer toutes les conséquences logiques.

Conscients que, si la population montalbanaise ne trouve pas les grèves à son goût ; les cheminots aimeraient pouvoir déployer leur activité à faire autre chose que des plans de bataille, ils protestent énergiquement contre les allégations mensongères faites à l'encontre des agents de la S. N.C.F. qui sont, soit disant, responsables de la perte d'animaux vivants - et de denrées périssables.

Ils réaffirment que les cheminots ne sauraient porter la responsabilité de la situation actuelle et rappellent, qu'au contraire, ils ont mis tout en œuvre pour acheminer tout ce qui était vivant ou périssable. Ils concluent qu'ils n'ont jamais cessé d'insister sur la nécessité d'établir un vrai plan économique et social, seule solution nécessaire à la bonne marche du pays.

Le comité de grève. »

Le vote chez les Communaux d'Auch donnent 62 pour la grève 12 contre mais pour une grève de 24 heures. Ceux de Montauban seront plus hésitants.

La grève à la Poste dans le Gers est votée à 98% pour la distribution mais seulement à 30% à la direction. A EDF c'est presque 100%. Le SGEN-CFDT, toujours dans le Gers, propose une présence dans les établissements mais pour des activités récréatives.

Une motion des hospitaliers appuie le mouvement.

Le 21 mai à Montauban six cents personnes environ ont répondu au nouvel appel lancé par les trois syndicats C.G.T., F.E.N. et C.F.D.T. et se sont réunies place Prax-Paris. Une tribune avait été dressée sous la halle Ligou : diverses personnalités syndicales y siégeaient entourées de nombreuses pancartes et banderoles revendicatives. Un orateur par syndicat prit la parole (pour la CGT c'est Christian Dignac). Il s'agit pour chacun surtout de développer les revendications suivantes :

- L'augmentation générale des salaires sans abattement de zone ;

- La semaine de 40 heures sans diminution de salaire ;
- L'abrogation des ordonnances contre la Sécurité sociale ;
- Le plein emploi par l'industrialisation de notre département ;
- Le respect des libertés syndicales sur les lieux de travail et la signature de nouvelles conventions collectives ;
- Le dégagement de crédits pour l'enseignement et sa démocratisation.

Le 23 mai une conférence de presse avec le responsable de la CGT du TetG, M. Lafabrie est ainsi présentée par **La Dépêche** :

« Paraphrasant une déclaration de M. Séguy, secrétaire général de la C.G.T., M. Lafabrie a ajouté :

« La satisfaction de nos revendications, voilà ce que nous voulons, que ce soit ce gouvernement ou un autre qui nous l'accorde. »

Le secrétaire général de L'U.D.-C.G.T, a rappelé la liste des revendications ouvrières :

- Augmentation des salaires, pensions et retraites avec minimum mensuel de 600 francs;
- Réduction de la durée du travail à 40 heures sans diminution des salaires ;
- Assurance du plein emploi, avec industrialisation du département ;
- Abrogation des ordonnances relatives à la Sécurité sociale ;
- Respect intégral des droits et des libertés syndicaux ;
- Abaissement de l'âge de la retraite ;

Compte tenu des progrès techniques et scientifiques, a déclaré M. Lafabrie, nous considérons que ces revendications n'ont rien de démagogique. Au contraire, elles sont parfaitement réalisables ».

L'entrée en lutte des petites entreprises du privé

Le Gers

En ce mois de mai à Auch, Claude Lelouch fait un passage à la prison désaffectée qui finalement ne lui convient pas pour un film contre la peine de mort. Louis Mermaz est aux Assises de la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand.

Le 17 mai les syndicats CGT, CDT, FEN, par une conférence de presse veulent alerter et mobiliser l'opinion publique contre l'influence néfaste des ordonnances sur la Sécurité sociale. Un report des mesures concernant la franchise avait été obtenu en 1967 mais la nouvelle réforme « justifiée » par le déficit de la Sécurité sociale (déjà !) est encore pire.

Après le 21 mai on assiste à l'appel à la grève des agents de l'hôpital psychiatrique FO, des hospitaliers en général, de la section CGT de la préfecture, du Lycée agricole de Beaulieu. FO services publics et de santé appelle à l'action revendicative. La grève dans l'enseignement se poursuit comme dans les Ponts et chaussées et à la Sécurité sociale. Grève avec occupation à l'IMP de Lescout.

Le Jeudi 23 mai c'est l'Ascension avec à Auch, la célèbre fête des fleurs. Elle aura lieu malgré les grèves et ne ralentira pas le mouvement. La CFDT suscitera un débat sur la Sécurité sociale avec E Loubière responsable régional du secteur social.

On ne compte plus les défilés en ville avec celui des postiers en grèves. Puis grève dans les banques. Le syndicat du bâtiment appelle à la grève pour le 24 mai.

Le 24 mai c'est le début des grèves dans le privé mais si l'usine Castel et Fromaget de Fleurance ne travaille pas c'est seulement par manque de matériel.

Voyons les usines dans l'action : le mercredi 22 mai la réunion à l'usine de constructions de machines agricoles de Berdoues décide la grève, à Aubiet le personnel de la carrosserie Arqué et celui du centre d'insémination artificielle idem, comme à Auch pour les ouvriers de l'entreprise Fantova et ceux de l'imprimerie Bouquet.

Le lendemain grève à Condom de la C.M.A. comme à Vic-Fezensac, et grève à la coopérative agricole Mathieu à Sainte Christie.

Le 25 mai c'est la poursuite de la grève chez les hospitaliers, à la Sécu. Dans le bâtiment à Auch, les travailleurs des principales entreprises de matériaux de construction ont aussi arrêté le travail et en cortège sont allés au siège du syndicat patronal pour rappeler des revendications classiques : abrogation des ordonnances anti sociales, le salaire à 600 F, 40 heures sans diminution de salaire, des conventions collectives, les libertés syndicales.

L'usine Lartigue-Dumas est en grève. A Isle de Noé grève pour les 80 employés des Ets Saint-Jeannet. A Berdoues l'usine de construction de machines agricoles Benac toujours en grève comme les Ets Valer-Flax où il y a 110 ouvriers. A Vic-Fezensac, grève totale aux meubles Danos et partielle aux Ets Chambas. A Eauze par contre les Ets Touyarou ferment seulement par manque de matériel.

Les syndicats CGT CFDT FO s'unissent pour lancer un appel contre le vent de panique qui réduit les stocks de marchandises.

Le 26 mai réunion à salle de la Gaiété avec Rozes, Maille, Marsol. On annonce des victoires chez Lartigue et Dumas : augmentation de salaire et paiement de la journée de grève. A l'usine Bénac ils obtiennent une réduction du temps de travail.

Le 27 mai, la CGT se prononce pour la poursuite de la grève. Malgré les premiers acquis chez Bénac, le personnel de l'entreprise confirme à bulletin secret la poursuite de la grève illimitée pour l'aboutissement de ses revendications qui sont :

- Pas de salaires inférieur à 600 F
- Réduction progressive de la durée du travail sans diminution du salaire

Mais les premières reprises du travail sont votés : à l'imprimerie Bouquet et chez Lartigue-Dumas.

Une nouvelle manif des ouvriers du bâtiment confirme la mobilisation de ce secteur d'activité présent aussi dans les luttes en TetG.

Le 29 mai c'est la poursuite du mouvement. Mais les préoccupations politiques s'affichent davantage avec un appel de trois organisations, PCF FGDS et PSU, qui demandent le programme commun. C'est la politique qui fera du 30 mai la manif la plus considérable d'Auch.

C'était le temps où la question de la publicité à la télévision venait à l'ordre du jour. Localement à Condom, pour la fête, c'est la marche des facteurs.

Tarn-et-Garonne

Mardi 21 mai : les grèves s'élargissent au privé.

Les ouvriers des Etablissements Delmas sont les premiers en grève avec une hésitation au départ. Puis grève à la Caisse régionale de Sécurité sociale et d'allocations familiales (occupation des locaux).

La Banque de France est fermée (ailleurs dans les banques 45% de grévistes).

Mercredi 22 mai : Usine Arakélian en grève.

Manif des Saliens à Villebrumier pour la réintégration d'un militant licencié.

Castelsarrasin c'est la fermeture de Cégédur et à Moissac c'est au tour de la Targa d'entrer dans la lutte.

La fermeture des cimenteries de Lexos n'est pas surprenante, le mouvement syndical y étant très fort depuis longtemps.

Nouvelle grande manifestation à Montauban.

Jeudi 23 mai : Grève aux Magasins Réunis et à Prisunic, à la Briqueterie Vaglio, à l'Hôpital, au Garage Auton, et au Crédit Lyonnais.

Importantes grèves dans le bâtiment à Moissac, Castelsarrasin, et Montauban.

Manif en blouse blanche des employés de l'hôpital devant la préfecture.

Vendredi 24 mai, grande manifestation à Castelsarrasin avec celle des paysans.

Samedi 25 mai : Grève des employés communaux à Montauban.

La préfecture propose une table ronde syndicats, patrons, préfecture. Un avant-goût de Grenelle puisque la table ronde se termine par des « accords ». FO semble plutôt favorable mais la CGT sera amenée à réagir par le communiqué suivant :

La C.G.T. communique :

« Samedi à 15 heures, une table ronde réunissait sous la présidence du préfet, une quinzaine de patrons (Delmas, Bouyer, Bonnafous, Capelle, Arakelian, Bounaud, Roudeau, Richard, etc.) -et les délégués des organisations syndicales départementales.

La C.G.T. était représentée par Lafabrie, Pradel, Chauvin.

La discussion a débouché sur les premières propositions suivantes à discuter sur le plan des entreprises dès lundi :

- Un acompte uniforme de 70 francs qui sera versé à valoir sur les augmentations de salaire mensuel découlant des accords nationaux ;
- Dans aucune entreprise, il n'y aura de sanction pour fait de grève ;
- Le principe du paiement des journées de grève est acquis ;
- Application généralisée des conventions collectives améliorées (discussion sur le plan national).

Sur le plan des rapports dans les entreprises entre les patrons et les salariés, 1^{er} principe du dialogue doit entrer dans la réalité.

Toutes les centrales syndicales sont admises dans l'entreprise (même Bouyer est d'accord), c'est-à-dire que l'ostracisme envers la C.G.T. n'est plus admissible.

C'est ainsi que ces propositions sont déjà autant de débuts sérieux de victoire. Tous les travailleurs prendront conscience que l'ampleur de leur lutte débouche sur des changements profonds.

Leur combativité, leur constance dans la grève ne doit qu'en être renforcées jusqu'à ce que, même aux plus hautes instances, un accord total, soit signé.

Nous les appelons à ne pas cesser leur action avant que la certitude soit acquise que leurs revendications constantes : Sécurité sociale, âge de la retraite, salaire minimum, garantie de l'emploi, etc., soient solutionnées ».

Ce communiqué sera suivi d'un autre le 25 mai :

« **Face à la pression patronale renforçons notre volonté d'aboutir.**

« L'U.D. C.G.T. de Tarn-et-Garonne se félicite de la conscience démontrée par la classe ouvrière du Tarn-et-Garonne. Sa solidarité avec le grand mouvement national continue à s'affirmer avec force.

Les établissements Delmas, un moment désorientés, se sont magnifiquement repris et la grève était quasi générale dans l'après-midi. Un très fort syndicat CG.T. a été constitué dans la journée.

La reprise du travail a été abusivement obtenue dans des entreprises par l'annonce fautive des incidences des propositions de la réunion de la préfecture de samedi. Sur des bases incertaines et très limitées certains patrons ont fourvoyé leurs ouvriers. La C.G.T. maintiendra son action énergique pour que la solidarité reste entière avec les buts précis des négociations à Paris. La reprise du travail se fera après consultation des ouvriers des entreprises. De divers points du département, de nouvelles entreprises ont rejoint le mouvement. De Montricoux, de Montaigu, de Réalville, de Reyniès, de Caussade, Moissac, de Castel, de Beaumont, de Verdun, comme de Montauban, vient une vague nouvelle de renforts pour l'action décisive de tous les ouvriers conscients de l'ampleur de la lutte.

En avant, camarades, dans l'ordre et le calme, renforcez l'union de tous les ouvriers jusqu'à des accords valables que nous désirons les plus rapides possibles Nous ne reculerons pas devant le patronat rapace qui, des années durant, a prélevé sur nos moyens d'existence, ni devant le gouvernement, son porte-parole.

Confiance et résolution pour l'action jusqu'à satisfaction de nos revendications que personne n'ose plus réfuter. »

Pour Montricoux il s'agit de la grève chez Barosso, Pour Réalville le Château de Granès, pour Reyniès c'est Saliens, mais je ne sais à quoi font référence les grèves de Montaigu, Beaumont et Verdun. C'est en allant soutenir les grévistes de Montaigu que Lafabrie va mourir d'un accident de la route.

Dimanche 26 mai, grand bal public sous le parapluie Ligou mais ce point n'est pas clair car il semble que la CGT soit à l'origine de l'idée avec bal le samedi, mais que le PCF ait souhaité le bal le dimanche, à moins qu'il y ait eu deux bals.

Lundi 27 mai : L'enseignement privé entre dans la grève.

Mardi 28 mai à Caussade : grèves à la chapellerie, dans le bâtiment et chez les employés municipaux.

Le 29 mai occupation de l'Inspection académique par les enseignants en grève qui sont mécontents car la FEN n'a pas été invitée aux rencontres de Grenelle.

Les ouvriers de chez Delmas s'adressent à ceux de chez Bouyer. La grève continue à Lexos. Les grévistes de chez Arakélian constituent le syndicat CGT.

Des appels à la solidarité surgiront un peu partout en particulier en direction des municipalités de gauche. Dans le Gers, un comité départemental de solidarité avec les grévistes sera créé à l'initiative de la CGT, CFDT, FEN, FO et du CGA de Saint-Martin.

La place des paysans

Comme on l'a noté dès le début, à **Auch Maurice Sembres** de la FDSEA s'impliquera dans le mouvement dès les premières heures. Il publiera ensuite un article repris dans les deux quotidiens et intitulé : ***Aidera-t-on valablement nos régions ?***. Il rappelle que depuis quelques mois les fédérations de la FDSEA des régions les plus défavorisées, Sud-Ouest, Bretagne et Massif central se sont unis pour une défense propre de leurs intérêts, différents des intérêts des gros agrariens.

La journée nationale d'avertissement des syndicats agricoles le 24 mai est relayée par **Joseph Lamothe** secrétaire général FDSEA qui publie un bel article : ***Les paysans aussi ont leur mot à dire.***

L'action sera beaucoup plus vigoureuse qu'en Tarn-et-Garonne avec **dix barrages paysans** sur les routes nationales. Toute une page de **La Dépêche** rendra compte de ce moment crucial avec beaucoup de photos à l'appui où des pneus barrent les routes. On se croirait dans l'Amérique latine d'aujourd'hui !

En Tarn-et-Garonne c'est la manif des paysans à Caussade et Castelsarrasin, le 24 mai.

« Réuni dans la nuit de lundi à mardi, à la demande de « sa section lait », le conseil d'administration de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) a décidé à l'unanimité d'engager le combat pour le prix du lait et divers autres problèmes urgents.

En conséquence, les membres du conseil d'administration ont pris la décision d'organiser, vendredi deux rassemblements d'agriculteurs.

Le premier aura lieu à 13 heures sur la promenade du Château, à Castelsarrasin. Le second, à la même heure, se déroulera au marché de la volaille à Caussade.

Ces deux rassemblements, auxquels sont conviés tous les agriculteurs, donneront-ils lieu à des manifestations ? Nul ne le sait encore, les dirigeants de la F.D.S.E.A, se refusant à « présager de l'avenir ».

Ce que l'on sait, parce que cela est clairement défini sur un tract distribué par les adhérents de la F.D.S.E.A., c'est que le monde agricole entend intervenir dans la lutte sociale en cours :

- Pour éviter d'être sacrifié à Bruxelles le 28 mai ;
- Contre un prix du lait de misère (0,37 F pour le printemps) ;
- Pour obtenir un soutien du marché de la viande ;
- Pour l'organisation des productions animales ;
- Contre les charges écrasantes qui l'accablent ;
- Pour sauvegarder ses institutions coopératives et mutualistes ».

Il semble qu'autour de cette journée d'action un différent soit né au sein de la F.D.S.E.A. entre le président Villemur et le secrétaire général Paul Ardouin dont on trouvera un article page suivante où il manque deux lignes.

Cet article est suivi d'un autre publié le 25 mai dans *La Dépêche* est qui est le témoignage d'un instituteur sur le milieu paysan. Il est facile de vérifier que le donneur de leçon croit qu'il peut continuer sa mission pédagogique hors des murs de l'école. Il s'agit d'un petit aperçu témoignant des incompréhensions qui ont pu naître des événements eux-mêmes. Comme cette brochure veut s'en tenir aux faits, nous nous réservons pour une autre fois la discussion des arguments avancés par les uns et les autres.

Le témoignage d'un enseignant La place des partis politiques

Nous allons évoquer deux moments très différents et très précis. Les discours du 13 mai à Montauban et un échange de lettres entre la CFDT et la CGT pour Auch.

Après les manifs lycéennes du 10 mai, la tribune syndicale décida de faire une place à Daniel Ocio, un militant auto-proclamé porte-parole étudiant et dont le discours va faire grincer des dents, d'autant qu'il est largement repris par le responsable de *La Dépêche* qui titrera ensuite : « Le dépassement de la gauche ».

Daniel Ocio a déclaré : « Il ne suffit pas de faire tomber le régime gaulliste pour créer des rapports humains basés sur autre chose que la contrainte et l'argent. Il ne suffit pas de détruire la propriété privée des moyens de production pour passer du capitalisme au socialisme. Pourtant les revendications des syndicats et des partis, depuis dix ans, ne reposent plus sur une contestation globale de la société mais seulement sur une amélioration matérielle du seul niveau de vie, c'est-à-dire un aménagement de la société actuelle. Les méthodes utilisées sont le dialogue dont on parle tant depuis quelques jours, c'est-à-dire que l'on demande aux dirigeants d'accorder aux ouvriers, comme une aumône, ce qui leur revient de droit. J'ai peur que par ces méthodes les partis d'opposition ne deviennent les rouages du système à détruire et ne s'intègrent à lui. C'est pour cela que les étudiants entrent en lutte

contre le régime et le système en dehors de certains appareils et partis qui, par leurs attitudes et leurs analyses ne permettent pas de lutter. »

Ce discours d'extrême-gauche enthousiasme Jean Fabre de *La Dépêche* qui dans le numéro suivant du journal en appellera à « un idéal au-delà des idéologies ». Il écrit :
« Le mouvement étudiant est donc un mouvement qui part de la base et plonge ses racines directement dans la masse des citoyens. C'est pourquoi il n'est pas surprenant qu'un lien spontané s'établisse directement entre étudiants et ouvriers. »

En bref, les étudiants deviennent le catalyseur du dépassement de la gauche, ce que le maire socialiste Louis Delmas contestera tout comme les responsables de la CGT qui répondront par les textes qui suivent.

Pour le Gers nous allons nous confronter à une autre face du problème, le désaccord entre la CGT et la CFDT, cette dernière publiant une lettre le 22 mai en réponse à une lettre du responsable CGT :

Cher camarade

Je t'accuse réception de ta convocation à une réunion politico-syndicale du 21 mai.

Le comité départemental de la CFDT a donné mandat à son bureau pour des rencontres bilatérales avec les représentants de tous les partis ne faisant pas partie de la majorité actuelle afin que chacun d'entre eux nous explique clairement les moyens qu'il envisage pour concrétiser valablement les objectifs que nous leur proposons en matière de pouvoir syndical, de réformes de structures et d'autogestion des entreprises ou organismes. Le comité départemental suit avec attention les développements politiques créés par la situation sociale présente mais croit nécessaire au-delà de convergences certaines, pour l'intérêt permanent du syndicalisme, hier comme demain, d'une nécessaire distinction entre les tâches syndicales et les tâches politiques. Je te prie de recevoir... Jean Lacave

C'est le seul texte où je découvre le terme **autogestion** utilisé pour différencier le rapport au politique. Les rencontres entre la CGT et le PCF seront multiples aussi bien dans le Gers que dans le Tarn-et-Garonne et la CFDT souhaitera se différencier de ce lien « organique ».

Mais la question politique ce sera aussi les prises de position des partis en présence, PCF, SFIO, PSU.

Dans le Gers, le PSU tiendra un congrès fédéral le 25 mai et le titre de son communiqué est clair : « Continuer la lutte jusqu'à la prise du pouvoir congrès fédéral ».

Pour le Tarn-et-Garonne ayant pu bénéficier de la photocopieuse, je propose page suivante, des appels lancés au même moment localement par le PSU, la SFIO et le PCF.

Roger Lafabrie, 47 ans (né le 8 juin 1921 à Faycelles dans le Lot), cheminot (habitant le 12 rue Georges Tessier), militant du PCF, responsable départemental de la CGT, partait pour une réunion syndicale à Montaigu avec sa secrétaire Sabria Benchora, quand une erreur de conduite provoqua un fatal accident de la route, le 29 mai au soir. Il laisse une veuve et trois enfants, il venait d'être grand-père pour la seconde fois. Il est enterré le vendredi 31 mai et une foule considérable l'accompagne à sa dernière demeure. Les discours seront prononcés par André Fontanier pour la CGT qui évoqua le militant qui dès 18 ans entra dans la lutte, par Maurice Souleil pour le PCF qui rappela le résistant et par Bernard Duthil pour la direction de la CGT. En cette occasion Jean Fabre de *La Dépêche* écrira : « Certes la doctrine [communiste] choque parfois notre individualisme, certes on souhaiterait trouver parmi eux plus de liberté d'esprit ou, plutôt, un peu moins de certitude et davantage d'esprit critique. Mais, pour autant, il est injuste et malhonnête de brandir l'épouvantail communiste en ces heures graves où chacun aspire à de profondes mutations pour assurer la promotion du citoyen dans une société plus juste et plus démocratique. »

Deux 30 mai différents :

Auch et Montauban

Le 30 mai date ultime de mon étude sera une date historique très différente dans les deux départements. **Pour le Gers, *La Dépêche* titre :**

5000 républicains gersois ont manifesté leur volonté d'en finir avec le pouvoir personnel.

La photo de la manifestation montre que la mobilisation a changé de nature avec les banderoles suivantes : « programme commun » « gouvernement populaire ». Mais les travailleurs du bâtiment en restent à leur revendication clef : « augmentation des salaires ».

A Montauban, ce sera la veille d'une manifestation de masse d'un autre genre : l'enterrement du dirigeant de la CGT décédé dans un accident de voiture en allant à une réunion syndicale (voir page précédente). Le mouvement de luttes de mai 68 ne savait pas qu'il était à son apogée.

Conclusion

Et le mois de juin ?

Il s'agit d'une autre histoire très différente de celle de la mobilisation des étudiants, lycéens puis salariés. Ces quelques pages souhaitent mettre en avant la seule intervention sociale pour laisser de côté la question politique et tout le débat qui suivra sur les « acquis » ou pas de 68, sur les revendications ratées ou pas, sur l'échec ou pas du mouvement.

Comme la majorité à 18 ans, la création de la formation continue, bien des luttes de 68 n'aboutiront que bien plus tard, tout en faisant partie de cet héritage.

D'où la difficulté d'appréciation du mouvement de 68, si on s'en tient au temps court. Chacun peut déjà, s'il connaît un peu le tissu social du département faire le bilan sur son industrialisation, sur le salaire égal à travail égal que l'on peut lire sur le texte suivant de la CGT de chez Delmas.

Cette petite visite parmi les revendications mériterait donc un approfondissement et une confrontation avec la vie ouvrière de 1969 par exemple pour saisir dans la réalité ce qui s'est amélioré ou pas.

Illustrations (seule sur la version imprimée)

p. 2 Manif du 13 mai avec des lycéens devant.

p. 4 Occupation de l'Inspection académique le 29 mai à Montauban

p. 24 Une publicité pour... les C.R.S. le 19 mai 1968 !

p. 35 Daniel Ocio à la tribune le 13 mai et des grévistes à Moissac

p. 55 La tribune et la salle le 21 mai à Montauban.

p.56 Une autre vue de la manifestation du 13 mai :

Pas des flics, des profs ; Charlot du Boulot.